

CSI

**L'AVENIR QUE LES
TRAVAILLEURS SOUHAITENT**

Confédération syndicale internationale



Des emplois décents, un socle de protection sociale et une réglementation financière

**Conférence des Nations unies
sur le développement durable
Rio de Janeiro, juin 2012**



Pas d'emploi sur une planète morte

Sharan Burrow,
secrétaire générale de la
Confédération syndicale
internationale

Notre planète et la population en danger

1,8 milliard

de personnes risquent d'être confrontées à une pénurie d'eau d'ici 2025

180 millions

de personnes sont touchées par des pénuries alimentaires

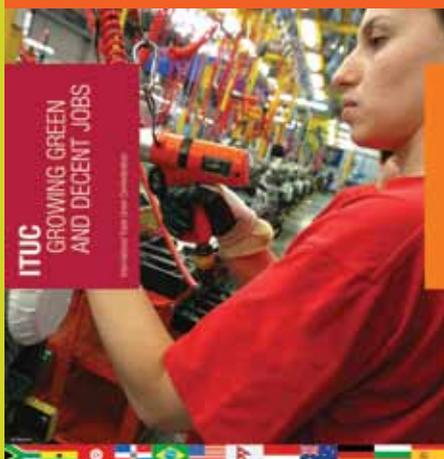
200 millions

de migrants climatiques d'ici 2050

50% de nourriture en plus

45% d'énergie en plus

30% d'eau en plus sont nécessaires d'ici 2050



La détérioration environnementale et les inégalités sociales croissantes représentent le double écueil du 21e siècle.

De nombreux pays sont confrontés à la plus grande crise de l'emploi ces 100 dernières années et le fossé entre les riches et les travailleurs/euses ne cesse de se creuser. La répartition des richesses à l'échelle mondiale pour 40% de la population située en bas de l'échelle sociale demeure inférieure à 5%.

La plupart des gouvernements misent sur des politiques économiques à court terme, mais font peu d'efforts pour bâtir une société et un environnement sains à long terme.

Avec ambition et un rôle de premier plan, nous pouvons planifier un avenir pour les travailleurs/euses dans lequel sont garantis des emplois décents, un salaire minimum et un socle de protection sociale, ainsi que l'investissement des recettes générées par une taxe sur les transactions financières pour soutenir l'avenir de notre planète.

Nous devons relever le défi de création de 600 millions d'emplois durant la prochaine décennie. Compte tenu de l'intégration de 40 millions de personnes au monde du travail, la bombe à retardement économique et sociale est sur le point d'exploser. Nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers tant que nous ne garantissons pas un avenir aux jeunes.

Les modèles économiques actuels ne sont pas durables sur le plan social, économique et environnemental. Les objectifs nationaux et internationaux n'ont pas tenu compte de la possibilité que la croissance économique ne crée pas d'emplois.

Malgré les objectifs en matière d'emploi en vue de parvenir à réduire la pauvreté et à combattre l'inégalité entre les genres, des millions de familles qui travaillent ont été laissées pour compte.

Des travailleurs/euses de plus en plus nombreux dans l'économie informelle sont privés de droits, et 70% des nouveaux emplois en Afrique subsaharienne, 50% en Asie du Sud-Est

Crise mondiale de l'emploi

210 millions de chômeurs

75 millions de jeunes à la recherche d'un emploi

1,52 milliard de travailleurs/euses ont un emploi précaire

et dans le Pacifique et 25% en Amérique latine et dans les Caraïbes sont créés par la croissance dans l'économie informelle.

Nombreuses sont les personnes qui émigrent pour trouver un meilleur emploi. On dénombre 220 millions de migrants dans le monde entier. 50% des travailleurs migrants sont des femmes, dont un grand nombre travaillent dans le service domestique et les soins de santé.

Des millions de travailleurs/euses perçoivent aujourd'hui leurs revenus dans des secteurs qui dépendent des ressources naturelles ou qui ont une incidence sur leur future disponibilité.

Le monde doit réorienter les priorités économiques vers une nouvelle prospérité pour tous qui respecte les droits humains de toutes les personnes et les frontières des ressources naturelles essentielles de la planète. Ceci doit servir de base à l'action en matière de développement durable et à l'établissement d'objectifs de développement durable.

Les syndicats aux quatre coins du monde savent qu'il n'y a pas d'emploi sur une planète morte, pas d'équité sans travail décent ni protection sociale, pas de justice sociale sans changement dans la gouvernance et l'ambition et, in fine, pas de paix sans garantie de durabilité.

Les solutions sont à notre portée. Les travailleurs/euses peuvent ainsi avoir accès à des emplois durables. Le Sommet de Rio et au-delà offre l'occasion d'aborder ces questions complexes et interdépendantes. Le défi consiste à garantir un leadership engagé et coopératif.

Dix défis pour les travailleurs/euses

1

Chômage

75 millions de jeunes sans emploi en 2012.

2

Salaires minimums

910 millions de travailleurs/euses gagnent moins de 2 USD par jour. Entre 2008 et 2011, 55 millions de personnes supplémentaires ont rejoint les rangs des «travailleurs pauvres».

3

Lois protégeant la **liberté syndicale**

De plus en plus de travailleurs/euses sont privés de l'accès à un syndicat.

4

Lois protégeant le **droit de négociation collective**

Le nombre de travailleurs/euses couverts par une négociation collective a diminué entre 2000 et 2009 dans deux tiers des pays examinés par le Rapport sur le travail dans le monde 2012 de l'OIT.

5

Lois protégeant la **santé et la sécurité des travailleurs/euses**

Chaque année, plus de deux millions d'hommes et de femmes perdent la vie des suites d'un accident ou d'une maladie du travail.

6

Accès à une **éducation et formation abordables**

Les mesures d'austérité ont entraîné des coupes dans l'éducation publique et l'investissement dans la formation.

7

Prestations de maternité et accès à la garde d'enfants

La protection de la maternité demeure hors de portée de millions de femmes.

8

Accès à des **soins de santé abordables**

Des millions de personnes supplémentaires n'ont pas accès à des soins de santé abordables après avoir perdu leur emploi en raison de la crise financière.

9

Aide décente **en cas de chômage**

Dans les pays où l'aide en cas de chômage est limitée ou inexistante, des millions de travailleurs/euses se tournent vers l'économie informelle, privés de droits et de protection.

10

Revenus de retraite

En 2012, de nombreux gouvernements ont introduit des réformes des retraites entraînant une réduction des prestations de pension ou une augmentation de l'âge à la retraite.

Les revendications des travailleurs

Des emplois verts et décents

L'investissement de 2% du PIB dans seulement 12 pays chaque année pendant cinq ans pourrait créer jusqu'à 48 millions d'emplois verts et décents.

Les défis du chômage et du travail précaire doivent être relevés à travers une stratégie d'emploi durable. Les gouvernements doivent promouvoir des investissements dans des secteurs créateurs d'emplois et verts, en démontrant aux travailleurs/euses qu'il n'y a pas de contradiction entre leur besoin d'un emploi décent et le droit de leurs enfants à un environnement propre.

L'investissement dans une économie prospère, juste et verte devrait être la priorité pour tous les gouvernements et chefs d'entreprise. La transformation de notre économie en un modèle juste sur le plan social et respectueux de l'environnement est indispensable dans tous les pays. Certains pays ont investi dans de nouveaux processus de production et technologies durables. Mais trop nombreux sont ceux qui ne l'ont pas encore fait.

Les analyses économiques révèlent que nous pouvons être optimistes quant à la création d'emplois. Toutefois, la transformation nécessitera des ajustements économiques, notamment en matière d'emploi. Tous les gouvernements doivent s'engager en faveur d'une «transition juste», ce qui implique l'encadrement des travailleurs et des communautés sur la voie d'une société plus prospère et durable.

À Rio +20, les gouvernements devront lancer une stratégie sur l'emploi durable, visant à relever les défis du chômage, de l'emploi précaire et de la création d'emplois décents et verts. Garantir un travail décent et une protection sociale pour tous doit être le pilier de l'agenda post-2015.

Un socle de protection sociale

Pratiquement 75% des personnes dans le monde ne sont pas couvertes par une protection sociale adéquate.

L'Organisation des Nations unies décrit la protection sociale comme « le maillon manquant pour une mondialisation juste et inclusive ». Le socle de protection sociale consiste en un ensemble de droits fondamentaux, de services et de transferts en matière de sécurité sociale destinés à promouvoir les droits humains et à soutenir des niveaux de vie décents de par le monde.

Nous avons constaté, au cours des vingt dernières années, que la promotion des programmes en matière de protection sociale a un meilleur impact qu'une approche fragmentaire de l'éradication de la pauvreté. Les travailleurs/euses dans le monde entier, les chômeurs et les femmes enceintes ont besoin d'une sécurité de revenu de base ainsi qu'un accès aux services essentiels, notamment les soins de santé, les allocations familiales et une aide au revenu en cas de besoin, et une pension de retraite.

À Rio +20, les gouvernements devront

lancer un programme mondial en matière de protection sociale qui prenne en compte les trois piliers du développement durable et vise à garantir une couverture universelle d'ici 2030. L'initiative mondiale pourrait, en outre, viser à intégrer progressivement les préoccupations environnementales dans ce système à travers des initiatives de protection socio-environnementale.

Une taxe sur les transactions financières pour régler la spéculation financière

Une TTF pourrait rapporter 625 milliards USD.

Une taxe sur les transactions financières (TTF) est un faible prélèvement sur les transactions en devises, d'obligations et d'actions, qui pourrait rapporter 625 milliards USD à l'échelle mondiale.

L'idée qui sous-tend ce prélèvement est qu'il constitue un bon moyen de veiller à ce que le secteur bancaire apporte une contribution en retour à la société en raison de sa responsabilité dans la crise financière.

Une TTF mondiale pourrait générer une base de recettes destinée à financer des programmes visant à lutter contre la pauvreté et à éliminer les injustices environnementales et sociales.

Nous pouvons tous participer au façonnement de notre avenir

Afin de relever le défi mondial pour les travailleurs et travailleuses du monde entier, nous avons besoin d'ambition, de cohérence politique, d'une meilleure planification et d'investissements coordonnés au-delà des frontières nationales.

Le mouvement syndical est convaincu que nous devons tous prendre part à la construction d'un avenir durable pour les travailleurs et travailleuses dans le monde entier.